

Unité départementale de l'Oise
283, rue de Clermont
ZA de la Vatine
60000 Beauvais

Beauvais, le 16/12/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 31/10/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

DRM-ESCALE AUTO (ex ESCALE AUTO)

Route de Pierrefonds
60800 Crépy-En-Valois

Références : IC-R/0501/24-MV/VM
Code AIOT : 0005104559

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 31/10/2024 dans l'établissement DRM-ESCALE AUTO (ex ESCALE AUTO) implanté Route de Pierrefonds 60800 Crépy-en-Valois. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection a été réalisée suite à un signalement de l'OFB sur un possible rejet d'hydrocarbures dans les eaux pluviales.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- DRM-ESCALE AUTO (ex ESCALE AUTO)
- Route de Pierrefonds 60800 Crépy-en-Valois
- Code AIOT : 0005104559

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société DRM - ESCALE AUTO exploite route de Pierrefonds à Crépy en Valois une installation de stockage, dépollution, démontage de véhicules hors d'usage. Cette société exerce également des activités de transit, tri, regroupement de métaux et d'alliage de métaux non dangereux autorisées par arrêté préfectoral du 19 avril 2012.

Un arrêté préfectoral complémentaire du 23 mars 2020 porte agrément du centre VHU de la société DRM - ESCALE AUTO.

Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface
- Eaux souterraines
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des

suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Moyens d'alerte et de lutte contre l'incendie.	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 20-I	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
2	Plan de défense contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 21-I	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
3	Rétentions	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 25-I	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
4	Collecte des eaux pluviales	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 27	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
5	Surveillance par l'exploitant de la pollution rejetée.	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 33	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a relevé trois non conformités (faits significatifs) pour lesquelles il est proposé une mise en demeure :

- réalisation d'un plan de défense incendie et justificatif de sa transmission au SDIS sous trois mois ;
- mise en place de rétentions pour trois réservoirs de 1 000 l sous un mois ;
- réalisation d'une campagne de mesures sur les eaux pluviales rejetées et transmission du rapport à l'inspection sous trois mois.

Il est également attendu la transmission à l'inspection des justificatifs suivants sous un mois :

- justificatif du fait que le poteau incendie est situé à moins de 100 m de tout point de l'installation et qu'il dispose d'un débit de 60 m³/h pendant deux heures, ou à défaut les actions prévues (avec planification) afin de disposer d'une capacité en eau de 120 m³;
- plan de localisation des extincteurs du site et dernier rapport de vérification annuel pour ces derniers ;
- justificatif de la mise en place d'un bac à sable pour les activités de découpe au chalumeau ;
- rapport du nettoyage du débourbeur déshuileur par l'entreprise Chimirec réalisé le 19 mars 2024 avec les bordereaux de déchets.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Moyens d'alerte et de lutte contre l'incendie.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 20-I
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens d'alerte et de lutte contre l'incendie.
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ; - de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local, comme prévu à l'article 9 ; - d'un ou plusieurs appareils d'incendie (prises d'eau, poteaux par exemple) d'un réseau public ou privé d'un diamètre nominal DN100 ou DN150 implantés de telle sorte que tout point de la limite de l'installation se trouve à moins de 100 mètres d'un appareil permettant de fournir un débit minimal de 60 mètres cubes par heure pendant une durée d'au moins deux heures et dont les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces appareils. Les appareils sont distants entre eux de 150 mètres maximum (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins d'incendie et de secours). A défaut, une réserve d'eau d'au moins 120 mètres cubes destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances et à une distance de l'installation ayant recueilli l'avis des services départementaux d'incendie et de secours. Cette réserve dispose des prises de raccordement conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter et permet de fournir un débit de 60 m³/h. L'exploitant est en mesure de justifier au préfet la disponibilité effective des débits d'eau ainsi que le dimensionnement de l'éventuel bassin de stockage ; - d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation lorsqu'elle est couverte, dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées ; - un bac de sable lorsque des opérations de découpage au chalumeau sont effectuées sur le site. <p>Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation, et notamment en période de gel.</p>

<p>L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur.</p>
<p>Constats :</p> <p>Des téléphones portables et fixes sont présents et permettent de prévenir les services d'incendie et de secours. Un affichage des consignes d'urgence est également présent au niveau du bureau.</p> <p>Un plan des locaux est affiché dans le bureau et à l'entrée du site. Celui-ci indique l'emplacement des bennes de batteries et l'emplacement des cuves de liquides de refroidissement et des huiles usagées.</p> <p>Un poteau incendie est présent sur la D335 à proximité de la voie d'accès au site. Ce poteau est récent (16.07.2020), il possède un DN 100 et il semble en bon état, toutefois, l'exploitant n'a pas été en mesure d'apporter d'éléments justifiant son débit (60m³/h sur deux heures nécessaires) ni d'éléments justifiant le fait qu'il se trouve à moins de 100 m de tout point de la limite de l'installation.</p> <p>Quelques extincteurs sont présents dans le bâtiment, l'inspection a constaté sur l'un deux qu'il a bien fait l'objet d'une vérification annuelle récente. L'exploitant a indiqué qu'il transmettrait à l'inspection le plan d'implantation des extincteurs et le dernier rapport de vérification de ces derniers mais ces éléments n'ont pas été transmis jusqu'à maintenant.</p> <p>L'exploitant a indiqué que des opérations de découpage au chalumeau pouvaient avoir lieu même si elles étaient rares. L'inspection a constaté l'absence de bac de sable par rapport à cette activité et l'exploitant a indiqué qu'il en installerait un rapidement.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Demande de justificatif : Il est demandé à l'exploitant de transmettre sous un mois à l'inspection :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les éléments permettant de justifier que le poteau est situé à moins de 100 m de tout point de l'installation est qu'il dispose d'un débit de 60 m³/h sur 2h ou a défaut les actions prévues (avec échéancier) afin de disposer d'une capacité en eau de 120 m³; - le plan d'implantation des extincteurs ainsi que le dernier rapport de vérification annuel de ces derniers; - les éléments permettant de justifier l'installation d'un bac de sable pour les opérations de découpage au chalumeau.
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 21-I
Thème(s) : Risques accidentels, Plan de défense contre l'incendie
Prescription contrôlée : <i>« I. Plan de défense contre l'incendie. »</i> <i>« L'exploitant réalise et tient à jour un plan de défense contre l'incendie. Lorsque l'installation dispose d'un plan d'opération interne, le plan de défense contre l'incendie est intégré à celui-ci. »</i> <i>« Le plan de défense contre l'incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours, et sont mis à disposition à l'entrée du site. »</i>
Constats : Non conformité (fait significatif) : L'exploitant ne dispose pas de plan de défense contre l'incendie.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Proposition: mise en demeure demandant à l'exploitant de réaliser un plan de défense contre l'incendie reprenant l'ensemble des prescriptions de l'article 21 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 2721-1. Ce plan de défense contre l'incendie accompagné de la justification de sa transmission aux services d'incendie et de secours seront à fournir aux services de l'inspection sous trois mois.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 25-I
Thème(s) : Risques accidentels, Rétentions
Prescription contrôlée : I. Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : 100 % de la capacité du plus grand réservoir ; 50 % de la capacité totale des réservoirs associés. Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires. Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de

<p>rétenction est au moins égale à :</p> <ul style="list-style-type: none"> - dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts ; - dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ; - dans tous les cas, 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres.
<p>Constats :</p> <p>Les stockages principaux de liquides de refroidissement et d'huiles usagées sont situés sur rétenction. L'inspection a constaté la présence de 3 cuves de 1 000 l non placées sur rétenctions à l'intérieur du bâtiment. L'exploitant a indiqué qu'il disposait et qu'il mettrait rapidement en place des rétenctions sous ces cuves et qu'il en apporterait la justification auprès de l'inspection. L'inspection n'a toutefois reçu aucune justification pour ce point à ce jour.</p> <p>Non conformité (fait significatif): Absence de rétenction pour trois réservoirs de 1 000 l situés à l'intérieur du bâtiment</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Proposition: mise en demeure demandant à l'exploitant de mettre en place sous un mois des rétenctions pour ses réservoirs de 1 000 l et d'en apporter la justification auprès des services de l'inspection.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 4 : Collecte des eaux pluviales

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 27</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Collecte des eaux pluviales</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les eaux pluviales non souillées ne présentant pas une altération de leur qualité d'origine sont évacuées par un réseau spécifique.</p> <p>Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur les aires d'entreposage, les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement, aires de stockages et autres surfaces imperméables, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquat (déboureur-déshuileur) permettant de traiter les polluants en présence.</p> <p>Ces équipements sont vidangés (hydrocarbures et boues) et curés lorsque le volume des boues atteint la moitié du volume utile du déboureur et dans tous les cas au moins une fois par an, sauf justification apportée par l'exploitant relative au report de cette opération sur la base de</p>

contrôles visuels réguliers enregistrés et tenus à disposition de l'inspection. En tout état de cause, le report de cette opération ne pourra pas excéder deux ans. Les fiches de suivi du nettoyage des décanteurs-séparateurs d'hydrocarbures, l'attestation de conformité à la norme ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Constats :

Le site dispose d'une aire d'entreposage à l'arrière du bâtiment. Les eaux ruisselant sur cette dernière passent par un débourbeur déshuileur avant d'être rejetées. L'inspection a constaté la présence d'un système de traitement des eaux. L'exploitant a indiqué que le débourbeur déshuileur a été vidangé par l'entreprise Chimirec le 19 mars 2024 mais aucun justificatif n'a été transmis à l'inspection.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande de justificatifs: Il est demandé à l'exploitant de transmettre sous un mois à l'inspection un justificatif de l'intervention de Chimirec du 19 mars 2024 ainsi que les bordereaux de traitement des déchets associés.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Surveillance par l'exploitant de la pollution rejetée.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 33

Thème(s) : Risques accidentels, Surveillance par l'exploitant de la pollution rejetée.

Prescription contrôlée :

« L'exploitant met en place un programme de surveillance de ses rejets dans l'eau définissant la périodicité et la nature des contrôles. Les mesures sont effectuées sous sa responsabilité et à ses frais.

« Dans tous les cas, une mesure des concentrations des valeurs de rejet visées « à l'article 31 » est effectuée tous les ans par un organisme agréé par le ministre chargé de l'environnement.

« Ces mesures sont effectuées sur un échantillon représentatif du fonctionnement de l'installation et constitué soit par un prélèvement continu d'une demi-heure, soit par au moins deux prélèvements instantanés espacés d'une demi-heure.

« Si le débit estimé à partir des consommations est supérieur à $10 \text{ m}^3/\text{j}$, l'exploitant effectue également une mesure en continu de ce débit.

<p>« Les résultats des mesures sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>« Ils sont accompagnés de commentaires sur les causes des dépassements éventuellement constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées.</p> <p>« Les résultats des mesures prescrites au présent article doivent être conservés pendant une durée d'au moins six ans à la disposition de l'inspection des installations classées. »</p>
<p>Constats :</p> <p>Aucune mesure de rejets récente n'a été effectuée. Il est demandé à l'exploitant de faire réaliser par un organisme agréé une campagne de mesures des eaux rejetées reprenant les données de l'article 31 de l'arrêté du 26 novembre 2012. Le rapport des mesures est à transmettre à l'inspection.</p> <p>Non conformité (fait significatif) : Absence de mesures sur les rejets d'eaux pluviales en sortie du débourbeur déshuileur.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Proposition: Mise en demeure demandant à l'exploitant de faire réaliser par un organisme agréé une campagne de mesures des eaux rejetées reprenant les données de l'article 31 de l'arrêté du 26 novembre 2012. Le rapport des mesures est à transmettre à l'inspection sous trois mois.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>